

La manière dont on lutte construit déjà le monde de demain

Entrevue avec Jon Palais

Catherine Caron

Numéro 806, janvier–février 2020

La non-violence en action

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/92510ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (imprimé)

1929-3097 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Caron, C. (2020). La manière dont on lutte construit déjà le monde de demain : entrevue avec Jon Palais. *Relations*, (806), 17–20.

LA MANIÈRE DONT ON LUTTE CONSTRUIT DÉJÀ LE MONDE DE DEMAIN

ENTREVUE AVEC JON PALAIS



Photo : Hervé Boutet

Formé comme militant au sein de Greenpeace, Jon Palais est l'une des principales

figures de la contestation écologique radicale non-violente en France. Cofondateur en 2015 d'Action non-violente COP21 (ANV-COP21), il a gagné un important procès pour désobéissance civile en 2017. Nous nous sommes entretenus avec lui.

Des mouvements de masse prônant la non-violence sont nés ces dernières années en France, en Allemagne, au Royaume-Uni, aux États-Unis et ailleurs. Pourquoi la non-violence connaît-elle une telle popularité actuellement selon vous et qu'est-ce qui la caractérise ?

Jon Palais: Au-delà d'une position morale ou éthique, pour moi la non-violence est aussi un choix stratégique. C'est la stratégie la plus à même de faire émerger un mouvement citoyen de masse, nécessaire pour relever le défi climatique, afin que la transformation radicale du système se fasse en cohérence avec les impératifs de démocratie et de justice sociale. De plus en plus de gens, incluant beaucoup de jeunes, prennent conscience de l'urgence écologique et se tournent vers ces moyens d'action.

La stratégie non-violente se déploie dans une diversité de formes d'action qui vont des grandes marches et rassemblements massifs jusqu'aux grèves, boycotts, actions de désobéissance civile, blocages (de chantiers, de mines, etc.), voire de sabotage – comme avec les Faucheurs volontaires d'OGM qui ont détruit des champs OGM avant qu'ils ne contaminent l'environnement. Son efficacité repose sur la cohérence et la complémentarité de différents types d'actions. Par exemple, le blocage réussi d'une mine de charbon, comme le fait le mouvement Ende Gelände en Allemagne avec des milliers de personnes, est important même s'il n'empêchera pas la mine de fonctionner le reste du temps, car son efficacité doit aussi être jugée sur la base de sa portée politique, du débat qu'il suscite, du rapport de force politique qu'il permet de constituer pour faire évoluer la législation. Car pour effectivement interdire le charbon,

il va falloir aussi des lois, un travail de sensibilisation du public, le développement d'alternatives, etc.

En ce moment, en France, il y a beaucoup de questionnements au sujet des grandes marches pour le climat, du fait qu'elles n'ont pas permis d'obtenir un changement radical de politique au bout de quelques mois. C'est un fait que ce genre d'action est rarement décisif à lui seul. Mais de telles marches sont de formidables portes d'entrée vers des parcours d'engagement et dans la prise de conscience que les gestes individuels ne suffisent pas, qu'il faut un engagement collectif, politique. Elles créent aussi au sein de la population un contexte de légitimité à des actions plus radicales. D'une manière générale, la dimension massive des actions est très importante, non seulement pour avoir un bon rapport de force, mais parce qu'il s'agit de construire un véritable mouvement citoyen afin de changer le système avec les gens.

Vous puisez de l'inspiration dans la figure de Martin Luther King. Pourquoi ?

J. P.: Le combat de Martin Luther King et la lutte pour les droits civiques en général montrent bien deux caractéristiques fondamentales de la lutte non-violente: la capacité de constituer un rapport de force et celle d'intervenir sur la conscience des gens. La force de la non-violence repose souvent sur une synthèse des deux, alliant des moyens de coercition et des moyens de persuasion qui permettent de révéler l'injustice qui existe, de faire prendre conscience à ceux et celles qui en sont complices qu'ils doivent réagir. C'est ce qui s'est passé avec le mouvement des droits civiques aux États-Unis, où de plus en plus de Blancs ont été interpellés et se sont indignés de la situation vécue par des gens de couleur. Le racisme est une forme de violence et, pour Martin Luther King, il ne pouvait pas être combattu par la violence. Cela n'empêchait pas les actions non-violentes de créer des perturbations, des clivages et des conflits, bien au contraire. Mais le conflit et la violence sont deux choses différentes. L'idée est de créer un conflit pour révéler et combattre une injustice, sans qu'il ne dégénère en violence. Car l'objectif de Martin Luther King n'était pas de combattre les Blancs, mais de combattre le racisme et de permettre une réconciliation.

C'est une lutte inspirante pour nous aujourd'hui, car pour relever le défi climatique et changer radicalement le système, nous avons aussi besoin de rassembler largement et d'allier à la fois rapport de force et prise de conscience.

Il s'agit de transformer le système en profondeur, avec les gens et pour les gens. Ce qu'on cherche à travers la stratégie non-violente, c'est une force capable à la fois de lutter contre un système destructeur et de le neutraliser, et de construire tout ce qui est nécessaire pour le remplacer.

L'articulation entre alternatives et actions non-violentes est au cœur de l'approche des mouvements parallèles – Alternatiba et ANV-COP21 – que vous avez cofondés. Pourquoi?

J. P.: Le défi aujourd'hui c'est de sortir d'un mode de vie qui n'est absolument pas soutenable écologiquement, mais dont nous sommes dépendants. Si plein de gens utilisent leur voiture, ce n'est pas forcément par passion, c'est aussi parce qu'ils en ont besoin dans les conditions actuelles; idem pour ceux qui vont dans les centres commerciaux,

etc. Alors comment on transforme tout ça? Bien sûr, il faut s'attaquer au capitalisme, aux multinationales, etc., mais le développement des alternatives est aussi fondamental dans une stratégie non-violente – ce que Gandhi appelait le programme constructif, qui consiste à mettre en œuvre avec nos propres moyens, directement depuis la base, les solutions qu'on préconise.

Le boycott du tissu industriel indo-britannique – un des piliers économiques de l'Empire britannique – nécessitait que les Indiens réapprennent et se réapproprient les moyens traditionnels de fabrication artisanale qui étaient tombés en désuétude. Un autre exemple est celui du long boycott des bus à Montgomery aux États-Unis, en 1955-1956, qui a poussé une compagnie de bus au bord de la faillite et l'a ainsi contrainte à abandonner sa politique de ségrégation raciale. Or, ce boycott a nécessité l'organisation d'alternatives efficaces: par exemple, des chauffeurs de taxi noirs acceptaient

QUELQUES TACTIQUES NON-VIOLENTES

Normand Beaudet

L'auteur est un des membres fondateurs du Centre de ressources sur la non-violence

La non-coopération

Le pouvoir des dirigeants se limite souvent à celui que la population leur concède. Pour cette raison, ceux-ci doivent pouvoir compter sur des personnes qui organisent la subordination et la coopération de la population. Il importe donc de fragiliser ce soutien par l'action populaire non-violente, et la non-coopération est l'un des grands moyens d'y arriver.

La non-coopération est souvent invisible; elle n'est pas nécessairement dans la rue. C'est une action de corrosion graduelle des mécanismes de fonctionnement de la sphère administrative ou politique d'une structure de pouvoir (par exemple, des grèves: tournante, perlée, surprise, de zèle, etc.). Elle peut viser l'action d'un corps policier (refuser de se disperser, par exemple), d'une institution publique (par l'inefficacité délibérée des employés, par exemple) ou même d'un gouvernement (refuser de payer ses impôts, par exemple). Ces tactiques de lutte ont été utilisées tout au long de l'histoire pour contrer l'établissement et le maintien de pouvoirs illégitimes.

Le boycott

Le boycott vise à faire subir une perte économique à une entreprise ou à un État et à nuire à sa réputation, et ce, suffisamment pour l'obliger à céder face aux revendications citoyennes. Ces pressions économiques et sociales s'accompagnent d'un autre levier important: une campagne d'information et de sensibilisation.



Étienne Prud'homme, *L'arbre*, 2019, aquarelle et encre de Chine, 18 x 25,5 cm

Quelques exemples: le boycott nord-américain des raisins de Californie, organisé par les travailleurs agricoles d'origine mexicaine exploités dans les années 1970, qui a mené à l'amélioration de leurs conditions de travail; le boycott des produits d'Afrique du Sud, qui a contribué à la fin du régime d'apartheid; la campagne Boycott, désinvestissement et sanctions contre Israël (BDS). Celle-ci vise à faire

les passagers noirs au tarif du bus alors que les blancs continuaient de payer le tarif normal; ils organisaient des taxis collectifs et ils ont même réussi à organiser certaines lignes de bus par leurs propres moyens. La non-coopération – arrêter de coopérer avec le système soit en désobéissant aux lois, soit en arrêtant de consommer un produit, etc. – est à mes yeux la forme d'action non-violente la plus puissante. Mais c'est aussi la plus exigeante, car elle nécessite d'être développée massivement et en complément d'alternatives qui doivent être elles aussi massives.

C'est dans cette optique que nous avons fondé Alternatiba en amont de la Conférence de l'ONU sur le climat (COP21) à Paris en 2015, en faisant converger plein de secteurs qui développaient des alternatives (alimentation, transport, énergie, etc.) sur leurs territoires. Ce mouvement s'applique à montrer que le monde qui se construit grâce à ces alternatives est beaucoup plus désirable et porteur de

sens que celui dans lequel on vit aujourd'hui. ANV-COP21 s'est créé un peu plus tard dans l'optique de mener des actions de désobéissance civile pour s'opposer aux projets et aux politiques climaticides. Aujourd'hui, ces deux mouvements sont jumelés: ils constituent les deux piliers sur lesquels nous essayons de construire une stratégie non-violente complète.

Comment ce choix revendiqué de la non-violence a-t-il été reçu?

J. P.: Le pouvoir cherche régulièrement à faire passer les mouvements d'opposition pour des mouvements violents, afin de mieux les réprimer et les discréditer. C'est donc important pour nous de ne pas tomber dans ce piège. Nous annonçons donc très clairement que nos actions sont non-violentes, mais aussi déterminées. Nous assumons

pression sur le gouvernement israélien pour qu'il mette fin à l'occupation et à la colonisation des territoires palestiniens et reconnaissent les droits fondamentaux des Palestiniens d'Israël à une pleine égalité. En plus du boycott des produits israéliens, la campagne fait pression sur les artistes et intellectuels pour qu'ils refusent de se rendre en Israël jusqu'à ce que le gouvernement israélien cesse ses violations de droits humains et de droits internationaux. Au Québec, des pressions sont actuellement faites sur la chanteuse Céline Dion pour qu'elle annule ses concerts prévus à Tel Aviv, en août 2020.

La désobéissance civile

La désobéissance civile est l'un des grands axes autour desquels l'action non-violente s'organise. Les citoyens qui y participent jugent que les actions légales ne suffisent plus à convaincre les dirigeants d'agir de façon juste. Ils commettent ainsi un acte illégal pour faire prendre conscience d'une loi ou d'une situation injuste et dénoncer celle-ci. Les risques de répression, d'arrestation et de procès participent à la réalisation de ces objectifs.

Une action aux lourdes conséquences a été posée le 5 avril 2018. Sept militants catholiques américains (trois femmes et quatre hommes, dont un jésuite) du mouvement Plowshares – nom faisant référence à un verset du livre d'Isaïe: «ils briseront leurs épées pour en faire des socs (*plowshares*)» – sont entrés sur la base navale de Kings Bay, en Géorgie, port d'attache des sous-marins à propulsion nucléaire Trident. Ils ont endommagé au marteau une statue représentant un missile, versé du sang humain et brandi une bannière dénonçant le danger des armes nucléaires pour la survie de l'humanité. Reconnus coupables le 24 octobre dernier, ils sont passibles d'une peine de 20 ans de prison. Leur geste leur vaut de nombreux appuis à travers le monde, faisant connaître leur courage, l'importance et la justesse de leur cause.

Blocage et occupation

Le blocage est une forme de désobéissance civile. Le principe est simple: occuper un espace donné (rue, chantier, centre administratif, etc.) pour en empêcher le fonctionnement normal. Cette action directe est souvent accompagnée d'une forme de théâtralité qui frappe l'imaginaire des gens afin d'accroître la portée du message. Un exemple probant est le *die-in* (tapis humain formé de personnes couchées à terre), qui sert à dramatiser l'impact mortel d'une activité de l'État ou d'une entreprise. Il est souvent utilisé, entre autres pour les enjeux de guerres et, récemment, pour les enjeux climatiques par des groupes comme Greenpeace et Extinction Rébellion. Le blocage de routes et de chantiers contre les oléoducs a aussi été pratiqué en force ces dernières années. Au Québec et au Canada, la tactique des barricades est régulièrement utilisée par les nations autochtones pour obstruer le passage dans leurs communautés afin de protester contre l'exploitation de ressources – non voulue ou sans retombée économique et sociale pour elles – sur leur territoire ou pour revendiquer des droits territoriaux.

L'occupation est aussi une forme courante d'obstruction citoyenne, souvent pratiquée par le FRAPRU, notamment. Elle dure généralement de quelques heures à plusieurs jours et permet d'attirer l'attention sur un enjeu. Parfois, elle se transforme en squat à long terme pour revendiquer le droit au logement ou s'opposer à l'exploitation d'une ressource, à un site militaire, etc. Depuis longtemps au Québec, cette tactique est utilisée par les mouvements sociaux et étudiants, visant des bureaux d'institutions et de politiciens, ou encore des banques.

complètement le caractère illégal de nos actions, que nous jugeons légitimes.

Quand nous avons lancé ANV-COP21 en 2015 avec cette approche, cela a correspondu à une attente réelle de beaucoup de gens qui souhaitaient un cadre parfaitement clair pour agir de manière à la fois non-violente et déterminée. Bien sûr, ça a déplu à d'autres, il y a même eu de l'intimidation et des menaces. Pourtant, ces critères de non-violence ne s'appliquent qu'aux actions que nous organisons nous-mêmes, et nous ne cherchons jamais à les imposer aux autres. Malheureusement, ce n'est pas toujours réciproque, et il arrive que des groupes imposent d'autres tactiques par la force, de manière antidémocratique, dans des actions organisées et annoncées comme non-violentes. De ce point de vue aussi, le développement d'une ligne non-violente reste quelque chose qui demande beaucoup de détermination et de persévérance.

La stratégie non-violente est souvent mal comprise et confondue avec une posture dogmatique. Pourtant, choisir une stratégie non-violente n'empêche pas de reconnaître qu'il y a des situations où la violence est la seule option

Le développement des alternatives est fondamental dans une stratégie non-violente.

possible. La violence peut notamment être nécessaire dans des situations d'autodéfense, ou pour éviter des violences plus grandes. Mais la violence déshumanise forcément la personne qui la subit comme la personne qui l'exerce. En ce sens, même quand elle est nécessaire, elle comprend malheureusement toujours une part d'échec. C'est précisément parce que la violence peut se révéler, dans certaines conditions, la seule option qu'il est d'autant plus important de développer une force non-violente la plus efficace possible dès maintenant, afin de ne pas être acculés plus tard à n'avoir plus que le choix de la violence.

Vous avez gagné un procès pour désobéissance civile dans le cadre du mouvement des Faucheurs de chaises¹ qui réquisitionnaient des chaises dans des banques pour dénoncer leur rôle dans les paradis fiscaux. Que retenez-vous de cette victoire?

J. P.: Ce projet, mené par Bizi!, ANV-COP21, ATTAC et les Amis de la Terre, liait deux luttes majeures: celle contre les paradis fiscaux et celle pour la transition écologique. On procédait à un pseudo-vol, un vol symbolique pour dénoncer un vol beaucoup plus scandaleux et pour dire que l'argent de la transition écologique existe: il est dans les paradis fiscaux. Devenu très médiatique par son originalité, le mouvement a culminé en décembre 2015 à Paris avec le Sommet des 196 chaises (sur 243 prises partout en France), organisé en marge de la COP21. J'ai ensuite été poursuivi en justice pour le «vol en réunion» de chaises dans une agence de BNP Paribas. La BNP s'était constituée partie civile, car elle comptait au départ demander des dommages et intérêts importants afin de faire un exemple et stopper

le mouvement. Mais au fur et à mesure que la mobilisation prenait de l'ampleur et que la médiatisation s'intensifiait, il devenait évident que c'est nous qui avions la sympathie de l'opinion publique, et qu'eux auraient du mal à paraître crédibles à demander réparation pour quelques chaises alors qu'on les accuse d'organiser un système qui nous fait perdre collectivement des milliards d'euros. Ils ont donc revu leur stratégie, et n'ont finalement demandé qu'un euro symbolique, sans doute afin de ne pas passer pour les «méchants» de l'histoire. Le jour J, ils ne se sont finalement même pas présentés au tribunal! On a réussi, en se mobilisant et en s'attirant de nombreux soutiens, à médiatiser l'affaire, à transformer ce procès en procès de l'évasion fiscale et à faire entendre par la Cour la légitimité de nos actions de désobéissance. De plus, BNP Paribas a par la suite décidé de fermer ses filiales dans les îles Caïmans, ce qui était une de nos revendications. Plus tard, à la suite d'une autre phase de cette campagne, elle a revu sa politique climat et a divisé par dix ses soutiens à des secteurs d'énergies fossiles extrêmes.

Ce qu'on essaie de faire avec ce type d'action, c'est de poser des dilemmes à l'adversaire. Dans ce cas, si BNP ne réagissait pas, ça montrait qu'ils avaient quelque chose à se reprocher... Mais en réagissant, la banque s'exposait sur un sujet qui était très délicat pour elle. Dans les deux cas, c'était pour eux une mauvaise option, qu'on pouvait exploiter, quelle que soit leur réaction. Bien sûr, on ne peut pas miser l'ensemble d'une stratégie non-violente sur un procès potentiel, parce que ce n'est pas nous qui décidons si nous serons poursuivis, mais c'est un bel exemple de comment on peut retourner la répression contre celui qui l'exerce.

Nous menons, depuis, d'autres projets qui entraînent des procès de militants où nous tentons de braquer les projecteurs sur les vrais responsables du désastre et de l'injustice climatiques². Je crois beaucoup que le chemin compte, et pas seulement la destination. Gandhi disait que la fin est dans les moyens, comme l'arbre est dans la semence. La manière dont on lutte construit déjà le monde de demain, et c'est aussi ce qui rend important le choix de la non-violence, car c'est ce qui nous permet de développer une contre-culture, une culture de non-violence, de tolérance, de solidarité, de coopération. 🌱

Entrevue réalisée par Catherine Caron

1. Clin d'œil aux Faucheurs d'OGM.

2. Lire en complément «Jon Palais: "L'enjeu est la transformation collective, pas la transformation individuelle"», *Reporterre*, 22 décembre 2018.